

Réponse du Groupe M6 à la consultation publique de l'ARCEP concernant l'attribution de nouvelles fréquences pour la 5G

Décembre 2018 - [version publique](#)

Dans son rapport de mars 2017 sur les enjeux de la 5G, l'ARCEP expliquait : *« Ce qu'il est fondamental de percevoir, [...] c'est que selon le secteur, ou selon l'usage, les caractéristiques du réseau et les fonctionnalités demandées ne seront pas les mêmes. Les fournisseurs de service (qu'il s'agisse des opérateurs mobiles actuels ou d'autres acteurs) devront être en mesure d'adapter le réseau à la demande, parfois en temps réel. La 5G ne serait donc pas tant une technologie universelle qu'une technologie polymorphe, voire protéiforme, capable de s'adapter à tous les usages jusqu'aux plus exigeants. »*

Nous sommes convaincus que ce caractère *« polymorphe, voire protéiforme »* s'illustrera pleinement dans le secteur audiovisuel.

En effet, la 5G offrira un éventail de modèles techniques et économiques pour le transport des contenus audiovisuels.

1/ En premier lieu, la 5G permettra de pérenniser au-delà de 2030 le modèle de la TNT, auquel l'ensemble du secteur audiovisuel est profondément attaché.

En effet, dans la continuité du plan « 2024 » de modernisation de la TNT actuellement développé par le CSA, il sera envisageable à horizon 2030 d'implémenter dans la bande 470-694 MHz la technologie 5G FeMBMS (Further evolved Multimedia Broadcast Multicast Service) permettant de conserver une topologie de réseau "high tower, high power" totalement adaptée à la diffusion de contenus « broadcast ».

Ce modèle permettra, d'une part aux éditeurs, en maîtrisant eux-mêmes leur réseau de diffusion, de conserver une relation directe avec le public, et, d'autre part de préserver les mécanismes de l'exception culturelle reposant sur l'utilisation de fréquences appartenant au domaine public en échange d'engagements notamment sur le financement et l'exposition de la création, la couverture et la qualité de diffusion, le pluralisme des expressions et des courants de pensée.

Ce modèle est également applicable au secteur radiophonique (actuellement FM ou DAB+).

2/ En second lieu, la 5G permettra de poursuivre le modèle classique, déjà mis en œuvre en 4G, de distribution commerciale de contenus audiovisuels par des opérateurs de télécommunications, mais en augmentant les performances de ce modèle notamment grâce aux bandes de fréquences objets de la présente consultation, permettant de rapprocher les usages de ceux d'une technologie filaire comme la fibre.

En outre, il n'est pas exclu que les opérateurs de télécommunications soient intéressés par l'utilisation contractuelle du réseau FeMBMS développé par les éditeurs de contenus audiovisuels (cf. 1/) afin de décharger le cœur de leur propre réseau.

3/ Enfin, le « slicing » de la 5G devrait permettre l'émergence d'un modèle intermédiaire avec l'ouverture des réseaux à des « verticaux » par les attributaires des fréquences. Le secteur audiovisuel pourrait faire partie de ces « verticaux ».

L'opérateur bénéficiaire de fréquences 5G serait ainsi un prestataire technique qui gère les fréquences 5G pour des usages définis dans des cadres juridiques spécifiques et adaptés aux différents verticaux.

Cependant, comme le note Pierre-Jean Benghozi, membre du Collège de l'Arcep, dans un entretien à *Nextin* au sujet de la consultation sur les nouvelles fréquences de la 5G (26 octobre 2018) : « *On est sur des schémas plus compliqués et sur lesquels on n'a pas forcément de claire visibilité de ce que sera le futur modèle économique des acteurs, et donc des investissements et moyens qu'ils sont prêts à mettre dans l'infrastructure et l'achat de fréquences* ».

D'ailleurs, comme le précise l'ARCEP au § 1.4.3 du texte de la présente consultation, « *la fourniture de services 5G évolués, reposant par exemple sur les fonctionnalités du network slicing [...] pourrait intervenir ultérieurement au lancement commercial d'un service 5G générique.* »

De plus, comme indiqué au § 1.4.10 de la même consultation, « *au regard du rythme des innovations et des demandes qu'elles vont susciter dans une économie de plus en plus numérisée, il est difficile de cerner dès à présent l'ensemble des usages et des besoins auxquels les réseaux mobiles et la 5G en particulier pourront répondre* ».

Dans ce contexte, il est notable que la feuille de route de la 5G pour la France prévoit un déploiement commercial dans au moins une grande ville d'ici 2020 et une couverture des principaux axes de transport d'ici 2025, obligeant ainsi l'ARCEP à lancer un appel aux candidatures dès 2019. **Ceci nous paraît présenter un certain nombre de risques dans la mesure où plusieurs questions posées par l'ARCEP dans la présente consultation, bien que cruciales et pertinentes, ne semblent pas pouvoir appeler, à ce jour, de réponses précises, fiables et définitives.**

En particulier, la question n°34 aborde un enjeu fondamental du modèle économique et des adaptations de la 5G pour les années à venir. **Ainsi, s’agissant du secteur audiovisuel, les autorisations d’utilisation des fréquences délivrées par l’ARCEP devront nécessairement inclure des mécanismes d’adaptation après l’appel aux candidatures afin de prendre en compte les spécificités des verticaux.** En effet, les dispositions de la loi audiovisuelle de 1986 relèvent principalement des éditeurs de la TNT sans dépendre d’autres affectataires de fréquences. Ce cadre pérenne pourrait être consolidé lors de la prochaine réforme de la loi c’est-à-dire après la procédure d’appel aux candidatures de l’ARCEP. **Il conviendra donc que cette procédure de l’ARCEP insiste clairement sur la nécessité pour les candidats de s’engager à respecter les cadres juridiques des activités des verticaux et de leurs éventuelles évolutions. Ces engagements devront donc inclure une grande flexibilité des obligations et des modèles économiques pour y intégrer en particulier les besoins du secteur audiovisuel.**

* * *
*